

Ankara affirme que le 'non' français ne change rien pour la Turquie

lundi 30 mai 2005, par [Louis Meixler](#)

Le Nouvel Observateur

ANKARA (AP) — Le 'non' français ne décourage pas les Turcs. Malgré les nouvelles questions sur l'avenir de l'Union, Ankara, volontariste, affirme lundi que rien ne change, et qu'elle continuera à tout faire en vue de son adhésion.

De son côté, le président de la Commission José Manuel Barroso expliquait que le rejet en France de la Constitution européenne ne signifie « bien sûr » pas la remise en cause de l'ouverture des négociations avec la Turquie. Les gouvernements européens ont décidé qu'elles débuteraient le 3 octobre, et rien n'est changé, a-t-il noté.

Le gouvernement turc a parié son avenir sur cette candidature européenne, et l'adhésion est très populaire dans le pays, où nombre de gens ne dissocient pas démocratisation future, réussite économique et UE. En outre, on table sur pas moins d'une décennie avant de voir aboutir ces pourparlers.

Le 'non' français était attendu, notait donc lundi matin le nouveau négociateur turc auprès de l'UE, Ali Babacan, dédramatisant. « Pendant notre processus de négociations, qui durera longtemps, il peut y avoir différents courants politiques dans différents pays », a-t-il souligné dans un entretien à l'agence Anatolia. « La Turquie n'abandonnera pas son objectif. Nous serons patients, et nous travaillerons dur ».

Le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gul, en visite au Bahreïn, a lui simplement estimé que le vote des Français « n'était pas une inquiétude pour la Turquie ». « L'ouverture des négociations ne sera affectée par aucun changement politique ou juridique dans aucun des pays de l'Union », a-t-il jugé.

Pourtant, le 'non' français risque à la fois de redonner du grain à moudre aux forces anti-européennes, et d'aider à doucher les enthousiasmes en Turquie, où les plus nationalistes hésitent déjà à renoncer à des pans de leur souveraineté...

Certains commentateurs estiment donc que le vote français, si on le voit comme un rejet de l'élargissement déjà intervenu, pourrait créer des difficultés pour la Turquie. Ce choix de la France « rendra les choses encore plus difficiles, alors que des questions importantes émergent quant à la capacité du bloc à s'élargir encore », jugeait lundi Yusuf Kanli, rédacteur en chef du Turkish Daily News. Et, ajoute-t-il, le fait que l'épouvantail de l'adhésion turque a joué son rôle dans la campagne française des partisans du 'non' viendra « compliquer les perspectives européennes de ce pays pour longtemps ».

AP